

Collectif de travail Retraites et aide à l'autonomie¹

Note d'étape pour le Conseil national des 15 et 16 juin 2019.

Comment répondre à l'augmentation de la durée de vie et aux défis démographiques des prochaines années ? Quel niveau de vie à la retraite ? A partir de quel âge ? Quel niveau minimum de pension pour une existence digne ? Un système de retraites, c'est le contrat social d'un pays. La retraite, cela doit être la liberté.

La pierre angulaire de la réforme Macron des retraites se résume à un chiffre : la limitation des dépenses des retraites à 14 % du PIB. Cette réforme est conçue pour réduire, de façon technocratique, le montant des retraites au nom du respect de ce plafond des 14 %. Comment ? En ramenant tout à un paramètre unique, la valeur du point, pilotée d'en-haut.

La réforme Macron : rester au travail plus longtemps avec des pensions réduites pour les années à la retraite. L'hypocrisie consiste à faire croire que l'âge légal de départ à la retraite n'est pas remis en cause, tout en créant les conditions d'un départ effectif à 63 ou 64 ans. Il s'agit donc d'un hold-up sur les plus belles années à la retraite, celles en bonne santé.

Pour cette réforme des retraites, Emmanuel Macron suit à la lettre les normes d'austérité de la construction européenne actuelle. Son projet présente les mêmes aspects et les mêmes tares que des systèmes par points ou en comptes notionnels mis à place dans d'autres pays et qui, en bloquant définitivement le levier de l'augmentation des ressources, ont provoqué de graves défaillances et des régressions sociales.

Le haut-commissaire Jean-Paul Delevoye présentera ses préconisations à la fin juin/mi-juillet. Le projet de loi devrait être inscrit à l'ordre du jour du conseil des ministres à la rentrée de septembre, pour un examen parlementaire d'ici la fin de l'année. Le nouveau régime à points ne se mettrait en place qu'à partir de 2025. Dans son discours de politique générale du 12 juin, Edouard Philippe déclare : « nous maintiendrons la possibilité d'un départ à 62 ans, mais nous définirons un âge d'équilibre et des incitations à travailler plus longtemps, ainsi chacun pourra faire son choix, en liberté, en responsabilité ». Drôle de liberté quand le choix est de partir à 62 ans avec une pension réduite ou de s'épuiser davantage au travail.

La campagne des communistes pour un système de retraites du 21^e siècle pourrait s'articuler autour de quatre axes :

1. commencer par éclairer les défis auxquels notre système de retraites doit faire face ;
2. faire la vérité sur la réforme Macron et contre-argumenter ;
3. présenter nos propositions, les grandes caractéristiques d'un système de retraites du 21^e siècle ;
4. construire le plus large rassemblement pour riposter et faire gagner une alternative progressiste.

¹ Collectif de travail animé par Olivier Dartigolles avec la participation de Christiane Caro, Fabien Cohen, Pierre Dharréville, Michel Limousin, Maryse Montandon, Claude Chavrot, Frédéric Rauch, Denis Durand, Fanny Chartier, Frédéric Boccara, Cathy Apourceau, Laurence Cohen, Daniel Junker, Michelle Gréaume.

1. *Les défis auxquels doit faire face le système de retraites*

- La bataille sur les richesses créées, leur répartition et leur création (prélèvements financiers du capital *versus* prélèvements publics et sociaux) se tend considérablement. En effet, le capital a des besoins renforcés (révolution numérique et informationnelle, crise financière qui vient) et la croissance des richesses ralentit.
- Bien qu'à l'équilibre financier, à peu près, notre système de retraites est malade du chômage, de la précarité, de l'internationalisation, de la financiarisation.
- Trois défis démographiques et sociétaux sollicitent le système : l'augmentation de la part des plus de 60 ans (combinée, récemment, avec le ralentissement de la natalité), l'allongement de la durée de vie, l'aspiration à un autre mode de vie.
- Notre système de retraites est déstabilisé, rendu plus inégalitaire, cloisonné, non démocratique et de moins en moins lisible par les contre-réformes successives depuis le début des années 1990.

A l'opposé du *statu quo*, tout cela exige une réforme de progrès social, pour un nouvel âge du système de retraites. Il s'agit de poursuivre et pousser le combat auquel s'est identifié en son temps Ambroise Croizat, comme des millions d'anonymes.

2. *Les engagements du candidat Macron à la présidentielle de 2017 et le processus engagé depuis son élection*

- Un système « universel ».
- Un système par points où « 1 euro cotisé donne les mêmes droits, quel que soit le moment où il a été versé, quel que soit le statut de celui qui a cotisé ».
- Sans toucher à l'âge légal de départ à la retraite, 62 ans, ni au niveau des pensions.

Le pouvoir va insister sur les thèmes de la **justice** et de l'**équité**, tout en sachant que l'opinion publique n'est pas satisfaite du système des retraites actuel, jugé trop complexe et inégalitaire. « La retraite ne sera plus une loterie qui pénalise la prise de risque ou aggrave les accidents en cours de carrière »... « la solidarité nationale aidera ceux qui en ont besoin »... « la pénibilité sera toujours prise en compte »...

Nomination en septembre 2017 de Jean-Paul Delevoye comme haut-commissaire à la réforme des retraites. Le **10 octobre 2018**, le haut-commissaire a réuni les organisations patronales et syndicales pour leur présenter des lignes directrices : l'âge légal de départ à la retraite restera fixé à 62 ans. Le régime universel remplacera les 42 régimes existants. Un système par répartition (les actifs d'aujourd'hui financent par leurs cotisations les pensions des retraités d'aujourd'hui). Les règles de calcul des droits et les mécanismes de solidarité « seront les mêmes pour tous ». Les points accumulés, qui permettront de calculer le montant de la retraite, seront enregistrés dans un compte unique. Le taux de cotisation sera proche de la situation actuelle (28 % pour les assurés et leurs employeurs). Des points seront accordés pour chaque enfant, dès le premier enfant. Des points seront aussi accordés pour prendre en compte les interruptions d'activité liées aux aléas de carrière (chômage, maladie, invalidité) ainsi que la maternité. Le système préservera l'existence des pensions de réversion. Un minimum de pension sera prévu pour les personnes ayant travaillé

toute leur vie à temps partiel ou avec des revenus modestes. Le système universel permettra de prendre en compte les spécificités de certaines situations (carrières longues, métiers pénibles ou dangereux, handicap).

Lors de sa conférence de presse à l'issue du grand débat national, le **25 avril**, Emmanuel Macron s'est de nouveau dit attaché à un système de retraites par répartition, disant croire « en une solidarité intergénérationnelle » qui fait « la cohésion du pays ». Le futur système universel permettra aux Français de « comprendre en temps réel où ils en sont de leurs droits à la retraite et de ne pas être pénalisés par des carrières non linéaires, passant du public au privé, du salariat à l'entrepreneuriat et inversement ». Créer un « système juste, unique, transparent » pour « protéger mieux ceux dont les carrières sont hachées, instables, atypiques », notamment les femmes.

Mais au cours de cette conférence de presse, Emmanuel Macron a insisté sur la nécessité de « **travailler davantage** ». Dans son discours de politique générale du 12 juin, le Premier ministre avance la notion « d'âge d'équilibre ».

Avec quelles répercussions sur la santé ? Avec quels nouveaux défis à relever en matière **d'aide à l'autonomie des personnes âgées** ? Quelle ambition en matière de choix de société pour aborder différemment la liaison entre les conditions pour aborder en bonne santé la retraite et garder son autonomie ? Le récent rapport de Dominique Libault sur « Grand âge et autonomie » propose de « changer de regard sur la personne âgée et affirmer sa citoyenneté pleine et entière ». La mobilisation des personnels des EPHAD donne à voir la réalité de ce secteur et les terribles conséquences d'une gestion comptable et déshumanisée. Le PCF propose la création d'un grand service public de l'aide à l'autonomie (voir le document de travail réalisé pour le Conseil national des 15 et 16 juin 2019)

3. *Décryptage : les dits et les non-dits de la réforme Macron*

Le principe de la réforme Macron, « pour chaque euro cotisé, le même droit à pension pour tous ! » crée **une rupture dans la conception de notre Sécurité sociale**. Le fondement historique, « chacun cotise selon ses moyens et perçoit selon ses besoins », est balayé au profit d'une vision marchande, « chacun cotise selon ses moyens et perçoit selon ce qu'il a cotisé », qui brouille la notion d'âge de départ.

Contrairement à l'affichage médiatique qu'il tente d'opérer, le gouvernement invente **la répartition sans solidarité** avec un système qui, tout au long de la retraite, reproduit et amplifie toutes les inégalités de carrière et n'offre aucune visibilité sur le niveau des futurs droits par rapport au salaire.

Ce qui est occulté : le principe d'égalité proclamé ne concerne en réalité pas les citoyens entre eux mais le calcul de la prestation sous la forme d'une **rente viagère** (la somme des « pensions » versées pendant la retraite égalerait la somme des cotisations. Mais, en pratique, c'est impossible, car nul ne sait pronostiquer les espérances de vies individuelles. **Le système est donc très inégalitaire**. Il favorise les espérances de vie supérieures à la moyenne et pénalise les espérances de vie inférieures à la moyenne.

La pension pourra diminuer d'une année sur l'autre en fonction des évolutions économiques et démographiques. La « liberté » de choix sur l'âge de départ est fictive, avec un arbitrage entre le montant de la rente et l'âge de départ. En toute logique, la réversion deviendrait une option facultative, comme dans les systèmes assurantiels, et au mieux une prestation différentielle calculée

pour que le conjoint survivant dispose de 66 % des revenus du couple. La répartition ne couvrira plus tous les salariés sur la totalité de leurs salaires. La brèche fermée par Ambroise Croizat est réouverte pour faire une place grandissante à l'expansion des fonds de pension et des assurances privées gérant des régimes par capitalisation.

4. *Comment contre-argumenter la réforme Macron ?*

Le *statu quo* n'est pas possible parce que l'état des lieux n'est pas satisfaisant. Malmené par 25 ans de réformes régressives, le système ne répond plus aux attentes des citoyens en matière d'âge de départ, de niveau des pensions par rapport au salaire de fin de carrière, d'évolution du pouvoir d'achat des actifs, d'évolutions sociétales (PACS). En outre, le *statu quo* ne résout pas la question de la prise en charge des évolutions démographiques. Le gouvernement est, à ce stade, totalement silencieux sur le niveau des droits. Le blocage des ressources financières affectées à la retraite va faire perdre des droits à tout le monde. **La réforme ne va fabriquer que des perdants.**

Un système illisible : aucun engagement sur un taux de remplacement pour une carrière complète ; aucune visibilité sur le niveau des futurs droits, on cotisera à l'aveugle comme auprès d'un vulgaire assureur.

Le taux de remplacement est condamné à baisser par le blocage des ressources, dans un contexte d'augmentation du nombre de retraités.

Les jeunes générations, en particulier les plus diplômés et les femmes, seront les plus pénalisées, dans un contexte de baisse généralisée des droits.

Un système niveleur anti-solidaire : la réforme Macron prétend restaurer l'égalité entre les régimes de retraites en imposant qu'à un euro cotisé corresponde le même droit à pension pour chacun, quel que soit le moment et le statut de celui qui cotise.

En réalité, au nom de l'égalitarisme, elle s'assure une réduction *a minima* du niveau des prestations de retraite, dans la mesure où les régimes spéciaux avaient développé un supplément de réponse aux besoins des travailleurs.

En outre, elle va ainsi réduire structurellement à néant la solidarité interprofessionnelle au cœur de notre système actuel. Or, construite sur des singularités professionnelles prenant en compte les inégalités devant la retraite dans chaque secteur d'activité, cette solidarité actait le principe non marchand de notre Sécurité sociale selon lequel chacun peut recevoir selon ses besoins, pour partie indépendamment de ce qu'il a cotisé. Cette logique de prise en compte des singularités professionnelles doit être poussée en avant et servir de modèle pour unifier les régimes de retraites par le haut. C'était l'ambition initiale de Croizat d'un régime unique, que le régime général rejoigne les acquis supérieurs des régimes spéciaux, et non l'inverse. Par exemple en étendant le régime de retraites des cheminots à l'ensemble des salariés des transports, à commencer par le transport routier de marchandises, comme le réclame d'ailleurs la fédération CGT des transports.

5. *Nos propositions pour un système des retraites du 21^e siècle. Une nouvelle innovation sociale et démocratique.*

- Répondre aux défis des retraites demande de **transformer profondément le système existant**. Un enjeu de société et de civilisation. Un choix de société, la défense de valeurs

de solidarité et de progrès social. Répondre à un triple défi : l'augmentation de la part des plus de 60 ans dans la population, l'allongement de la durée de vie, l'aspiration à une autre vie.

- **Rien** – et surtout pas les évolutions démographiques prévisibles –, **ne justifie une régression par rapports aux conquêtes sociales** : possibilité de partir à la retraite à 60 ans, avec une pension équivalente à 75 % des meilleurs salaires de carrière, toutes primes comprises, et indexée sur l'évolution des salaires. Chaque travailleur crée bien plus de richesse qu'en 1945 et en créera encore plus au fil des prochaines décennies.
- S'attaquer à tout ce qui mine notre économie : le chômage et la précarité, la domination de la finance, une concurrence internationale effrénée. Une politique de développement industriel doit être lancée afin de créer les richesses nécessaires.
- En finir avec la coupure du cycle de vie entre formation, travail et retraite. Développer la formation à tous les âges de la vie et transformer les conditions de transition de l'emploi à la retraite.
- Garantir des niveaux de pensions permettant d'assurer la continuité du meilleur niveau de vie de carrière et de vivre dignement.
- Réaliser effectivement l'égalité entre femmes et hommes, en matière de retraites et donc de salaires, c'est à dire tout au long de la vie professionnelle.
- La retraite, cela doit être synonyme de liberté pour profiter pleinement de ces années.
- Favoriser un rôle actif des retraités dans les solidarités (auprès des enfants, des jeunes en formation ou des jeunes précaires) et encourager un nouvel accomplissement personnel.
- Proposer une organisation, non marchandisée, de la vie après le travail, un véritable service public de nouveau type, à l'opposé des projets de « silver economy » qui cherchent à élargir sans cesse l'emprise du marché pour offrir des opportunités de profits aux capitaux privés.

A l'opposé du projet Macron, il faut donc un système de retraites à prestations définies, avec un âge de départ connu, garantissant la solidarité entre les salariés, notamment en matière de pénibilité et de durée de carrière, conformément aux grands principes de notre système depuis la Libération. Chacun peut ainsi connaître les droits dont il disposera à 60 ans, sans vivre dans la crainte d'une réduction de la valeur du « point de retraite » au moment de la liquidation de la pension et sans être mis sous pression pour accumuler des points au cours de sa vie professionnelle, en compétition avec les autres salariés.

- Il est nécessaire de consacrer plus de richesses aux pensions versées à un nombre croissant de retraités, aux dépenses visant à préserver la santé et l'autonomie des personnes âgées. Il faut donc « une plus grande part de gâteau », à l'intérieur « d'un gâteau plus gros ». Par le passé, les gains de productivité ont permis d'élargir et de renforcer les droits des retraités alors que leur nombre augmentait davantage que celui des salariés en activité. Aujourd'hui, les énormes prélèvements sur les richesses créées exigés par la rentabilisation d'une masse démesurément accrue de capitaux, s'y opposent de plus en plus violemment. Macron mène la politique qu'exigent les multinationales et les marchés financiers.

- Il faut donc s'attaquer au coût du capital : les grands groupes se servent des gains de productivité pour supprimer des emplois et pour rejeter les salariés dans le chômage plutôt que de développer l'emploi, la formation, l'écologie. Il en résulte une déformation du partage des richesses au détriment des salaires et de la protection sociale et d'immenses gâchis de capacités humaines et une perte d'efficacité économique.
- Trois millions de chômeurs officiellement recensés (en réalité beaucoup plus), soit 10 % de population active, c'est autant de personnes qui ne peuvent pas faire bénéficier leurs concitoyens de leurs capacités à créer des richesses. Toutes choses égales par ailleurs, ces trois millions de personnes pourraient apporter 10 % de valeur ajoutée en plus, soit 235 milliards de PIB supplémentaire, dont 35 milliards seraient affectés aux dépenses de retraites.
- Afin que tous les chômeurs retrouvent du travail, dans le cadre d'une sécurisation de l'emploi et de la formation, avec un nouveau type de croissance de la productivité fondé sur le développement des capacités humaines plutôt que sur l'accumulation de capital matériel et financier, il faudra changer la gestion des entreprises, augmenter les salaires et développer la formation. Il faut donc changer les critères qui président aux choix de production, d'investissement, d'embauches, de formation, de recherche, de financement.

Comment s'y prendre ? Le PCF propose :

- **Un prélèvement sur les revenus financiers des entreprises et des banques.** Sur la base des données relatives à l'année 2018, ce prélèvement pourrait rapporter, dans un premier temps, 34 milliards d'euros à la branche vieillesse de la Sécurité sociale. Son produit serait appelé à diminuer avec le temps puisqu'il viserait avant tout à dissuader les entreprises de placer leurs profits sur les marchés financiers, et à les pousser à les investir pour créer des emplois et pour former les salariés.
- **Une modulation des cotisations sociales patronales** pour pousser à la création efficace de valeur ajoutée et ainsi élargir l'assiette des cotisations : le taux de cotisation serait alourdi pour les entreprises qui, en quête de rentabilité, détruisent et précarisent l'emploi, rationnent les salaires et les dépenses de formation. A l'inverse, les entreprises qui fondent leur efficacité sur l'embauche et la formation des salariés qualifiés seraient encouragées, avec un taux moins élevé, mais sur une assiette en croissance. Cette modulation apporterait 70 milliards supplémentaires au bout de 5 ans.
- La même logique inspire notre proposition **d'une modulation de l'impôt sur les sociétés** en fonction des mêmes critères, et celle d'une suppression des aides fiscales et sociales dont bénéficient les entreprises, à commencer par le CICE et les exonérations de cotisations sociales patronales.
- **Une réorientation du crédit bancaire et de la politique monétaire** pour faire baisser l'influence des marchés financiers et le coût du capital qu'elle fait peser sur les entreprises. Nous encouragerons ainsi le financement de projets répondant à des critères précis en matière économique, sociale et écologique.
- Ces mesures ont pour objet de venir appuyer les luttes sociales pour imposer une création de richesses plus dynamique et plus efficace. A horizon de cinq ans, cette nouvelle logique économique viserait à augmenter de 10 points la part de la valeur ajoutée disponible pour

les salaires, la Sécurité sociale et les services publics, en faisant reculer d'autant la part des profits. On peut évaluer entre 70 et 90 milliards d'euros le montant dont les ressources consacrées chaque année au financement des retraites pourrait être augmenté au bout de cinq ans.

En résumé, pour que la part qui revient au financement des retraites soit à la fois plus grosse et pleinement assumée, nous proposons « de changer la recette du gâteau ». Quant à l'aspiration très majoritaire à une simplification de l'architecture du système des retraites, attendue par plus de 85 % de la population, elle pourra être obtenue en mettant en place un régime unique, pour faire converger vers le haut les droits à la retraite de l'ensemble de la population et garantir au minimum 75 % du meilleur revenu d'activité dès 60 ans, tout en prenant en compte les spécificités professionnelles, en particulier en matière de service, de missions de service public, de travail posté et de pénibilité.

En lien avec les groupes parlementaires, le collectif de travail va poursuivre sa réflexion. Des notes réalisées par des membres du collectif sont disponibles à la réflexion de toutes et tous. Un modèle de tract sera mis à disposition dans les prochaines jours. Cette note peut servir de support à l'animation de réunion à l'échelle de nos organisations. La prochaine université d'été permettra, lors d'une séance plénière et d'ateliers, un approfondissement de nos analyses et de nos propositions. La Fête de l'humanité sera un rendez-vous de riposte à la réforme Macron et de débats, de convergences pour une alternative progressiste, une nouvelle innovation sociale et démocratique pour le système des retraites.